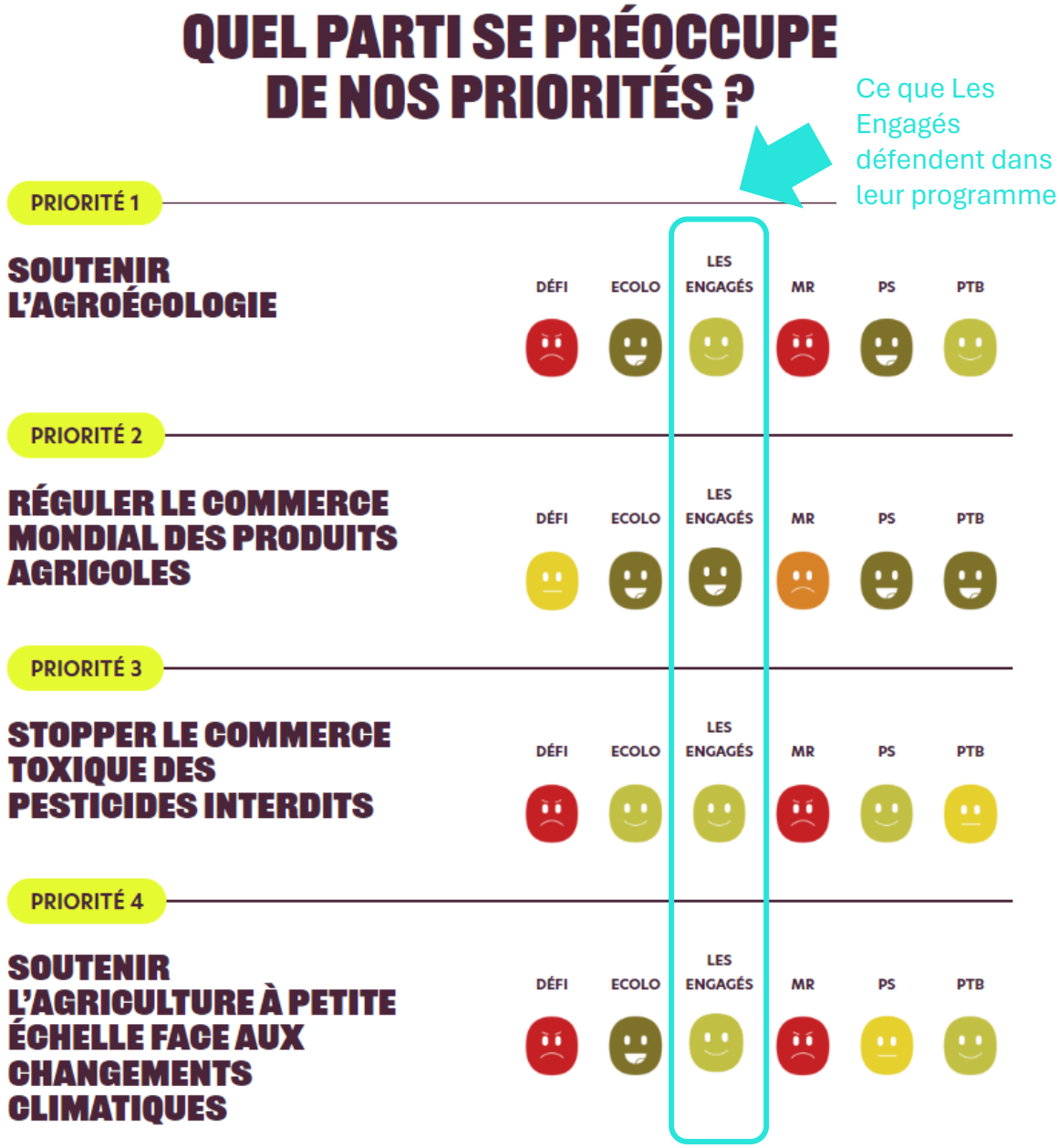
DROIT DE REPONSE



Priorité 1 – Soutenir l'agroécologie : OUI, Les Engagés veulent soutenir l'agroécologie et tendre progressivement vers le zéro phyto en 2040. Pour y arriver, il faut permettre à tous les agriculteurs de continuer à évoluer dans leurs pratiques, en répondant de façon efficace à leurs difficultés, en leur offrant une juste rémunération, en renforçant et en adaptant les aides agricoles, en les accompagnant, en accélérant la recherche et le développement d'alternatives et en les protégeant mieux de la concurrence avec les pays tiers.

Notre programme avance une série de mesures fortes comme le phasing out des phytonocifs d'ici 2040, la poursuite du développement de l'agriculture bio, un plus fort soutien aux pratiques de conservation des sols, une rémunération juste des agriculteurs, un accès à la terre assuré pour les jeunes agriculteurs, une réappropriation locale des terres agricoles plutôt que leur rachat par des fonds d'investissement étrangers ou des multinationales, le renforcement des circuits courts et la structuration des filières locales, une réforme de la PAC pour mieux soutenir les pratiques agricoles écologiques et les fermes familiales…

Notre famille politique défend un modèle agro-alimentaire sain, écologique, durable, équitable, plus local et à échelle humaine. Nous voulons être aux côtés de tous les agriculteurs qui s'engagent pour la sécurité alimentaire, la biodiversité, le climat et la santé, en veillant à prendre en compte leurs spécificités mais aussi les contraintes fortes et les difficultés qui traversent ce secteur. Il est impératif d'y répondre et de dégager des moyens budgétaires suffisants pour permettre à tous les agriculteurs de continuer à évoluer dans leurs pratiques, et pour certains, d'enfin entrer en transition.

Sur le plan international, nous défendons l'affectation de 0,7% du PIB à la coopération au développement. Si effectivement, nous aurions dû parler de la lutte contre la faim dans le monde plus explicitement, l'importance de cet enjeu essentiel ne fait aucun doute pour nous et est exprimé par d'autres principes ou mesures. Nous citerons entre autres : la résilience des pays concernés, l'autonomisation des populations locales, la lutte contre la pauvreté, les objectifs du développement durable, la sécurité alimentaire dans d'autres régions du monde, une contribution des pays les plus riches à l'adaptation des pays les plus vulnérables affectés par le dérèglement climatique…

Nous vous partageons cet extrait de notre programme que vous pourrez retrouver en page 134 et qui est sans équivoque : *« Respecter les paysans et l'agriculture vivrière : conditionner la commande publique au respect des standards du commerce équitable, favoriser les collaborations et échanges entre agriculteurs du Nord et du Sud, défendre l'exception agricole dans tous les accords commerciaux pour préserver la souveraineté alimentaire de chaque pays (droit à une alimentation saine et suffisante pour chaque humain) et poursuivre les travaux de la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en milieu rural. »*

Il est vrai que nous ne citons pas mot pour mot la stratégie « De la ferme à l'assiette » ni la gouvernance européenne des systèmes alimentaires quand nous abordons la PAC. Mais si vous lisez attentivement la vision de la politique européenne agricole et alimentaire que nous défendons (voir chapitre consacré à l'Europe), vous constaterez qu'elle s'inscrit totalement dans cette perspective et dans les positions défendues par Benoît LUTGEN au Parlement européen durant cette législature. Ce dernier a d'ailleurs voté en faveur de la stratégie « De la ferme à l'assiette », en s'écartant de la ligne politique du PPE. Dans notre programme, nous y ajoutons en plus des mesures « hors PAC » visant à soutenir les agriculteurs pour que leurs pratiques contribuent à la régénération de la biodiversité et à la baisse des émissions de carbone.

Priorité 2 – Réguler le commerce mondial des produits agricoles : Les Engagés défendent l'exception agricole, exigent des clauses miroirs dans les traités commerciaux et un mécanisme d'ajustement carbone plus fort aux frontières de l'UE. Ils veulent réformer l'OMC et renforcer les circuits courts.

Nous plaidons pour un commerce mondial des produits agricoles mieux régulé, qui assure la sécurité alimentaire de tous, qui bénéficie aux producteurs, qui soutient les filières locales et qui

respecte la santé et l'environnement. Pour Les Engagés, il est urgent de passer d'un modèle du « libre échange » vers un modèle du « juste échange ». Si effectivement, nous ne développons pas de façon détaillée dans notre programme la réforme de l'OMC, l'essentiel s'y trouve : exception agricole, clauses miroirs, renforcement des circuits courts et de l'alimentation locale, mécanismes d'ajustement carbone aux frontières de l'UE…).

Concernant le soutien des filières agricoles impactées dans les pays tiers, nous précisons aussi en page 661 qu'il faut *« veiller à ce que nos échanges commerciaux agricoles n'affaiblissent pas les capacités de productions vivrières des pays en voie de développement, refuser de prendre l'agriculture comme variable d'ajustement des traités de libre-échange »*.

Notre mouvement a exprimé à plusieurs reprises son opposition au traité MERCOSUR, que ce soit au Parlement européen, avec un vote de notre eurodéputé Benoit LUTGEN contre le traité MERCOSUR (https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197458/BENOIT_LUTGEN/other-activities/written-explanations) et une proposition de résolution déposée au au Parlement wallon (https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2024/02/19/mercosur-les-engages-denoncent-les-manoeuvres-de-la-majorite-wallonne-pour-eviter-le-debat-Y2ACQQSCZNAKTCL3QSG57RYNPE/) qui vise à s'opposer à tous les traités similaires au MERCOSUR. Nous regrettons d'ailleurs que tant le PS qu'ECOLO n'ont pas voulu la soutenir, alors que leur programme semble affirmer l'inverse.

Priorité 3 – Stopper le commerce toxique des pesticides interdits : Les Engagés soutiennent totalement la demande d'Humundi.

Priorité 4 – Soutenir l'agriculture à petite échelle face aux changements climatiques : Les Engagés ont un plan chiffré pour décarboner notre mix énergétique et proposent de renforcer les moyens affectés au soutien des politiques climatiques des pays du sud.

Nous prévoyons un financement additionnel pour soutenir les politiques climatiques des pays du sud. Dans notre chapitre sur le climat, nous précisons bien qu'il est nécessaire de *« renforcer l'enveloppe budgétaire que la Belgique octroie aux politiques climatiques des pays du sud, dans le cadre de la coopération au développement »* (page 78 de notre programme).

Nous prônons clairement et à plusieurs reprises la décarbonation totale du mix énergétique belge, européen et mondial, en misant par ordre de priorité sur la réduction de la consommation énergétique, l'électricité verte, les molécules vertes, le nucléaire et pour des usages très spécifiques, la séquestration du carbone, tout en considérant cette dernière solution comme un appoint et non une réponse miracle à la crise climatique. Un nombre limité d'exceptions pourraient encore exister en 2050, principalement dans les processus industriels non énergétiques, par exemple si certains matériaux de construction comprenant des molécules de pétrole offrent un meilleur bilan carbone que leurs alternatives. Mais nous devrons imposer des normes environnementales (durée de vie, réutilisation ou recyclage, procédés de fabrication neutres en carbone…) et continuer à soutenir la recherche pour élaborer d'autres solutions plus écologiques.

Notre plan climat chiffré est consultable sur le site www.lecouragedechanger.be

Nos encouragements pour Humundi

Un tout grand merci aux membres et collaborateurs d'Humundi qui ont travaillé sur l'analyse des programmes des partis politiques. Nous saluons le travail conséquent que cette comparaison a nécessité et qui est à nos yeux essentielle pour aider les citoyens à s'orienter vers un choix éclairé le 9 juin prochain. L'engagement associatif fait aussi partie de l'ADN de notre mouvement. Nous considérons en effet que les associations comme la vôtre doivent être encouragées dans leurs actions d'éducation permanente pour la citoyenneté et la démocratie, en veillant à informer de la façon la plus objective leurs membres et le grand public.

Merci aussi à Humundi de nous avoir permis de publier un droit de réponse.

Nous savons que l'exercice accompli n'est pas facile du tout. Les programmes sont très longs, les informations dispersées et les propositions pas toujours formulées exactement comme celles avancées dans les plaidoyers des ONG et associations. Nous nous permettons donc de présenter notre propre lecture de vos quatre priorités, à la lumière des contenus et de l'esprit de notre programme électoral.

L'équipe des Engagés